



PHOTOGRAPHIE ROUGE/JMB



ACTU

**Pour la libération
immédiate d'Aurore
Martin**

Page 3

INTERNATIONAL

**Mali La menace
d'un piège**

Pendant que Paris prépare
l'intervention militaire,
la diplomatie américaine
tente de convaincre Alger
d'en être partie prenante.

Page 5



ACTU

**Notre-Dame-
des-Landes**

Face aux expulsions,
nous réoccuperons

Page 10

GOUVERNEMENT – MEDEF

Un mariage à 20 milliards!

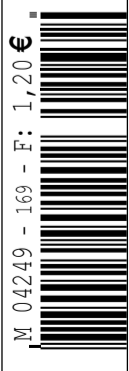
Le gouvernement Ayrault vient d'annoncer, mardi 6 novembre, un cadeau de 20 milliards d'euros aux patrons, compensé par une baisse supplémentaire des dépenses publiques et une hausse de la TVA.

Lundi 5 novembre, Louis Gallois avait remis son fameux rapport intitulé «Pacte pour la compétitivité de l'industrie française». Le gouvernement a repris l'essentiel de ses propositions. Le cadeau aux entreprises sera de 20 milliards au lieu de 30 mais, selon les déclarations d'Ayrault, cela représenterait quand même une baisse de 6% du coût du travail. Pour donner une idée des sommes en jeu, le coût du recrutement de 200 000 personnels supplémentaires pour l'enseignement et les hôpitaux peut être évalué à 6 milliards d'euros par an (avec certes une certaine imprécision en fonction de la répartition de ces personnels). 20 milliards, c'est donc plus de 200 000 emplois publics sur trois ans!

UN CHÈQUE EN BLANC AU PATRONAT

Pour la mise en œuvre, le gouvernement a opté pour un mécanisme compliqué. Il y aura une baisse des impôts sur les entreprises de 20 milliards d'euros baptisée «crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi» (CICE) dont 10 milliards dès la première année. La réduction d'impôt sera liée à la masse salariale et aux cotisations sociales jusqu'à 2,5 SMIC. Les entreprises paieront donc leurs cotisations sociales et seront remboursées ensuite. À quoi cela va-t-il servir? Quelle sera l'utilisation de la mesure par les entreprises? Au départ, l'argument a été celui de la compétitivité. Maintenant on nous dit de façon plus vague qu'il faut «redonner aux entreprises les moyens d'un repositionnement

SUITE PAGE 2



Agenda

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

10 novembre, rassemblement antimilitariste, Louviers.
RV à 11 heures devant l'église, comme chaque année. «*Solidarité avec la révolution en Syrie, contre le prix Nobel à l'Union Européenne qui n'est qu'un marchand d'armes*»!

10 novembre, manifestation, Bayonne.
En faveur du respect des droits des prisonniers et des réfugiés politiques basques et pour Aurore Martin.
RV à 15h30, place des Basques à Bayonne.

14 novembre, austérité, Europe.
Journée européenne contre l'austérité.
À Paris, manifestation intersyndicale (plus d'infos prochainement).

16 novembre, « Le NPA fait son cinéma », NPA Paris 20°.
Projection du documentaire *Haya, Chronique de la grève de Citroën-Aulnay en 1982* de Claude Blanchet, suivi d'un débat avec, entre autres, Mogniss Abdallah, journaliste et réalisateur.
RV à 20 heures au café le Soleil, 136 boulevard de Ménilmontant, M° Ménilmontant, Paris 20°.

17 novembre, manifestation, Notre-Dame-des-Landes.
Appel pour la manifestation de réoccupation, face aux expulsions, contre l'aéroport.
RV à 11 heures. Amenez fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main...
Des informations restent à définir : lieu du rendez-vous, directions pour vous rendre sur le campement la veille. Plus d'infos à venir sur : <https://zad.nadir.org>
Lire aussi page 10.

22 novembre, Projection sur Thomas Sankara, NPA Paris 18°.
Projection du film documentaire *L'homme intègre* de Robin Shuffield, suivi d'un débat en présence du réalisateur.
RV à 20 heures au café Les Chiffons, 90 rue Marcadet Paris 18° (M° Marcadet).

23-25 novembre, Fête de l'Huma Bretagne, Lorient-Lanester.
Pour la deuxième année consécutive, le NPA est invité à la Fête de l'Huma Bretagne, pour un débat avec les dirigeants nationaux d'EÉLV, du PS et du Front de Gauche sur le thème «*Six mois après les élections, où en est le changement ?*»
Le comité NPA du Morbihan accueillera donc avec grand plaisir Christine Poupin le samedi 24 novembre à partir de 16h30.
RV au parc des expositions du pays de Lorient-Lanester.



offensif». Quelle garantie a-t-on que les entreprises vont effectivement, soit baisser leurs prix (pour être compétitives à l'export) ou bien investir? Et non pas rémunérer encore mieux leurs actionnaires? En France, les revenus nets distribués (les dividendes des actionnaires) représentent aujourd'hui 9% de la valeur ajoutée des sociétés non financières, niveau historique record depuis la Seconde Guerre mondiale, contre 5,6% en 1999. Autrement dit, la plainte patronale faisant de la baisse du taux de marge la raison profonde des faibles investissements et du moindre effort en matière de recherche et développement, passe sous silence la part de plus en plus lourde que les entreprises distribuent aux propriétaires du capital, crise ou pas crise.
Dans les faits, le gouvernement s'apprête à faire un chèque en blanc de 20 milliards d'euros au patronat. Ayrault n'a même pas retenu l'option défendue par Arnaud Montebourg d'une conditionnalité des aides aux entreprises. Il y aura tout juste, comme l'a déclaré le Premier ministre, «*un comité de suivi du pacte associant l'État et les partenaires sociaux pour dresser à intervalles réguliers un constat partagé sur le bon fonctionnement du dispositif*». L'expérience de tous les comités de ce type montre qu'ils sont seulement destinés à faire croire que les syndicats ont été associés aux décisions.

L'ardoise pourrait être plus élevée car des mesures annexes sont prévues. Il faudra bien sûr compenser cette baisse de recettes pour l'État. Et là qui va payer? Les services publics et les salariés bien sûr. Le premier levier envisagé est en effet la réduction des dépenses publiques, 10 milliards d'euros de plus que prévu. Pour les 10 milliards restants, le gouvernement propose essentiellement d'augmenter la TVA. C'était bien la peine d'abroger la hausse de la TVA mise en place par Sarkozy pour faire à peu près la même chose six mois après!

UN REFUS CLAIR ET NET DU BUDGET D'AUSTÉRITÉ
Ce gouvernement se place dans la lignée de la fameuse formule «*Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain*» lancée en 1976 par le chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt pour justifier son tournant vers l'austérité et le néo-libéralisme. Les profits, on les a vus, les investissements un peu moins et les emplois pas du tout! Et avec la crise, il y a peu de chance que ça change.
En fait, malgré son air qui se veut rassurant, Hollande étale jour après jour sa faiblesse face au patronat. Il vide aussi de son sens le débat budgétaire en cours à l'Assemblée nationale.

“ La plainte patronale passe sous silence la part de plus en plus lourde que les entreprises distribuent aux propriétaires du capital.

Plus que jamais, il faut refuser tous les «pactes» quel que soit le nom qu'on leur donne et toutes les prétendues concertations qui ne servent qu'à faire semblant d'associer les directions syndicales alors que les décisions sont déjà prises. Le refus du vote du budget doit être clair et non pas s'abriter derrière les «finasseries» de l'abstention. La démonstration est faite : les salariés ne peuvent attendre aucun soutien de ce gouvernement qui matraque les ouvriers de l'automobile devant le salon de l'auto mais s'aplatit devant les patrons. L'heure est à l'unité pour la convergence des mobilisations, c'est le sens de l'action du NPA.
Henri Wilno

regards

Propos recueillis par Yvan Lemaitre



“ Il y a aujourd'hui au Portugal une base sociale élargie qui réclame que la troïka s'en aille »

Alda Sousa est membre de la direction nationale du Bloco de Esquerda et députée européenne.

Après le recul auquel il a été contraint suite aux manifestations du 15 septembre, quelle est l'attitude du gouvernement?

Le gouvernement a apparemment reculé. C'est vrai qu'il a abandonné l'augmentation de la contribution des travailleurs pour la Sécurité sociale, mais au bout de deux semaines ils ont annoncé qu'il faudrait des mesures alternatives «*pour honorer et accomplir les accords avec la troïka et les créanciers*». En fait ces mesures constituent un assaut fiscal d'une brutalité comme on n'en avait pas connu depuis 1974. Il y aura une perte de salaire par le biais du IRS (impôt sur le revenu) : un mois de moins par an. Les allocations chômage, maladie, enfants, vont aussi subir de lourdes pertes. Les chômeurs vont être obligés de travailler en nettoyant les buissons pour «*éviter les feux*»...

Quel est aujourd'hui l'état d'esprit des travailleurs, de la jeunesse face aux nouvelles attaques annoncées?

De plus en plus, les travailleurs et les jeunes ont conscience que ces mesures seront mortelles pour leurs vies. Elles représentent une perte brutale dans les salaires et encore pire pour les retraités, et une diminution des allocations chômage (en valeur et aussi en temps d'allocation). Le chômage et la précarité ne cessent d'augmenter. Beaucoup de gens sont obligés d'émigrer. Elles conduisent aussi à la destruction des services publics, notamment de l'enseignement public et du service national de santé.
À la suite des manif, le Bloco avait fait appel aux partis d'opposition (PS, PCP) pour une motion de censure commune au Parlement. La réponse du PS a été claire : ils avaient

signé le mémorandum de la troïka et n'avaient pas l'intention de le dénoncer, malgré le fait qu'ils s'opposaient à ces mesures (le PS a fait savoir qu'il voterait contre le budget 2013). En fait, le 4 octobre, le PCP et le Bloco ont présenté deux motions de censure séparées mais ont voté en faveur de l'une et de l'autre.

Comment se prépare la grève européenne du 14 novembre?

Les mobilisations se font surtout dans la rue mais aussi par des débats politiques et des rassemblements à gauche. Le 5 octobre s'est tenu à Lisbonne un «*Congrès démocratique des alternatives*» dont l'appel se faisait autour du rejet du mémorandum et a réuni à Lisbonne plus de 1800 personnes de toutes générations et provenances. La Commission d'organisation comptait Carvalho da Silva (ancien président de la CGTP jusqu'à février dernier), des dirigeants du Bloco, des intellectuels, des dirigeants des précaires, des ex-dirigeants du PC, des intellectuels proches du PS (et même quelques députés), etc.
Samedi 13 octobre, de nouvelles manifestations ont eu lieu dans une dizaine de villes du pays, cette fois-ci centrées sur la question de la culture. C'était un succès énorme. Le 15 octobre le gouvernement déposait au Parlement la proposition de budget pour 2013, c'est-à-dire qu'ils ont mis presque un mois pour annoncer les mesures concrètes. Le 31 octobre, jour du premier vote du budget, des milliers de gens ont manifesté devant le Parlement. Le budget a été approuvé dans sa généralité. Les députés de la majorité ont dû sortir par la porte de derrière, pour échapper à la colère des manifestants,

tandis que les députés du Bloco et ceux du PCP rejoignaient le rassemblement. Le 12 novembre, la chancelière Merkel visitera le Portugal. Une grande manif est déjà en préparation, ce qui sera aussi une répétition de la grève générale appelée par la CGTP, la plus grande centrale syndicale. Contrairement à 2011, l'autre centrale syndicale, la UGT, n'a pas appelé. Néanmoins, un grand nombre de syndicats qui lui sont affiliés a décidé sa participation à la grève générale. Parmi eux, le syndicat des travailleurs de la banque, celui des communications et le (deuxième) syndicat des travailleurs du secteur public. Enfin, les associations de travailleurs précaires appellent aussi à cette journée et la préparent intensément... Ils n'ont rien à perdre!

Le Bloco tient son congrès ce week-end. Comment se présente-il?

Le Congrès se tient dans un moment politique très important. «*Vaincre la troïka*» est le mot d'ordre du Congrès. Aux élections de 2011 et tout de suite après, quand on parlait de renégocier la dette ou de refuser le mémorandum, on était regardés comme des irresponsables. Ce n'est plus le cas maintenant. Il y a aujourd'hui au Portugal une base sociale élargie qui réclame que la troïka s'en aille. Le Congrès sera un moment important de débat et de choix politiques stratégiques. La motion A (majorité de l'actuelle direction) veut se battre pour un gouvernement de gauche qui puisse en finir avec l'esclavage de la dette, lutter pour l'emploi, nationaliser des banques, garantir les services publics. Évidemment le PS ne fait pas partie de l'équation.

PAYS BASQUE

Pour la libération immédiate d'Aurore Martin et de tous les prisonniers politiques basques

Signée par des personnalités comme Kofi Annan, Gerry Adams, Jonathan Powell, la déclaration d'Aiete pour la paix, rendue publique le 17 octobre 2011, contenait deux points essentiels. D'une part, elle invitait l'ETA à arrêter définitivement son activité armée, d'autre part elle encourageait vivement les gouvernements d'Espagne et de France à consentir l'ouverture d'un dialogue. L'ETA a répondu positivement quelques jours après, il y a donc maintenant plus d'un an. Par contre aucun des deux États n'a encore fait le moindre pas pour amorcer le dialogue.

La France et l'Espagne maintiennent la voie répressive, les arrestations se poursuivent et les conditions de détention des presos (prisonniers politiques basques) restent toujours aussi dures. Il s'agit d'une véritable provocation de leur part, d'une tentative de sabotage du processus en cours. L'ensemble du mouvement abertzale (nationaliste basque) est engagé dans la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit. Mais le gouvernement Rajoy, avec dans son sillage Manuel Valls, refuse toute avancée sous le prétexte que l'ETA ne s'est pas dissoute.

Hollande-Valls ont osé : ils ont livré Aurore Martin aux autorités espagnoles !

Ce 1^{er} novembre, Aurore Martin a été livrée à Madrid. Rappelons que son « crime » est d'avoir participé dans l'État espagnol à des réunions publiques en tant que membre de Batasuna, organisation interdite en Espagne mais légale en France. Hollande-Valls ont donc décidé d'appliquer le mandat d'arrêt européen (MAE) qui menaçait Aurore depuis deux ans et que Sarkozy-Guéant n'avaient pas mis à exécution. Une fois de plus, le MAE est mis au service de la répression politique. L'abrogation du MAE et des mesures et lois d'exception est plus que jamais à l'ordre du jour. L'extradition d'Aurore est une provocation qui vise la liberté

d'expression de celles et ceux qui, de part et d'autre des Pyrénées, considèrent que la solution à 40 années de guerre est enfin à portée de main. C'est l'acte odieux de deux gouvernements qui veulent attiser la violence, poursuivre la guerre et continuer à verser le sang. Manuel Valls est un pyromane. Et Hollande, aussitôt élu, tourne le dos à ses engagements (en juillet 2011 il prônait la clémence pour Aurore Martin !).

L'indignation est grande en Pays basque, les rassemblements de protestation sont quasi quotidiens et massifs. Du jamais vu : les élus de tous bords (du PS à l'UMP en passant par PCF, Modem, EÉLV...) ont pris position et interpellé le gouvernement français lors de la conférence de presse du 3 novembre de Bake Bidea (le Chemin de la Paix, mouvement né au Pays basque Nord il y a deux mois pour œuvrer à la résolution du conflit basque). Ils demandent le retour immédiat d'Aurore. Le 5 novembre, ils se sont rendus à la sous-préfecture de Bayonne pour envoyer à Hollande une lettre demandant la libération immédiate d'Aurore. Ils étaient accompagnés par 600 personnes à l'appel de Bake Bidea.

Pour les droits des presos ! Pour l'amnistie !

Aujourd'hui 624 militantEs basques sont emprisonnés, dont 137 dans l'État français. 14 sont gravement malades. 169 pourraient être

placés en liberté conditionnelle. Des prisonnierEs dispersés dans des prisons en général très éloignées du Pays basque. Herrera, mouvement social de défense des presos et des réfugiés, (www.herrira.org) porte deux revendications : la libération de tous les presos et le retour des réfugiés, détenteurs de tous leurs droits. Herrera organise la manifestation du 10 novembre à Bayonne avec comme premières revendications :

- le regroupement des prisonnierEs au Pays basque,
- la libération des prisonnierEs

malades, de celles et ceux qui sont « conditionnables » ou qui ont accompli les 2/3 de leur peine, - la fin des mesures d'exception (dispersion, mesures d'isolement...), - l'abrogation des mesures qui mènent à une condamnation à perpétuité.

Au-delà, la question de l'amnistie des presos et des réfugiés est, avec le droit à l'autodétermination, un élément essentiel de la résolution du conflit.

Toutes et tous dans la rue à Bayonne le 10 novembre !

Claude Larrieu



Tous à Bayonne !

PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

SAM. 10 NOVEMBRE
15 h 30 – Place des Basques



Par Yvan Lemaitre

« LA NUQUE RAIDE »...

Jean-Marc Ayrault aurait pu être un Premier ministre satisfait. Le congrès du PS avait fait bloc derrière lui. Les qualificatifs élogieux avaient résonné comme autant d'appels à la discipline des godillots pour les inviter à faire front face à la tempête... Lui-même avait essayé de convaincre : « La France va mal. Les Français souffrent et doutent », défendant la « mobilisation des forces du pays » et le « dialogue social ». « Non seulement j'assume, mais je revendique cette méthode », chemin vers « un nouveau modèle français ». « Ne tremblons pas un instant [...] nous devons tenir bon » !

Et patatras, le congrès à peine terminé, un nouveau couac du Premier ministre lui-même qui se dit « sans tabou » sur la question du retour aux 39 heures, que ses propres amis désavouent aussitôt... Déclaration provocatrice il est vrai au moment même où son gouvernement, après avoir fait voter le TSCG et la règle d'or de l'austérité, s'engage dans une nouvelle offensive pour « faire baisser le coût du travail ».

Dans la foulée, Hollande faisait des courbettes devant Netanyahu, affichant un mépris des droits du peuple palestinien auquel même Sarkozy ne s'était pas laissé aller. Puis il partait saluer avec courtoisie le roi-dictateur Abdallah en Arabie saoudite. Et, au même moment, la police française livrait Aurore Martin à la police de l'État espagnol. Une atteinte aux libertés les plus élémentaires, sous ordre de Valls qui, pitoyablement et contre toute évidence, nie sa responsabilité. Là encore, mieux que Sarkozy et Guéant !

Le bilan est là : en un mois, les cotes de confiance de Hollande et Ayrault ont chuté de 5% et de 7%. Seulement 36% font confiance au chef de l'État, 34% au Premier ministre. Seuls Chirac et Juppé avait connu, en 1995, une telle chute de popularité. « Gardons la nuque raide ! » avait lancé Martine Aubry à l'adresse du congrès du PS ! Et fermons les yeux aurait-elle dû rajouter. Le PS s'est rangé derrière le gouvernement et se discrédite tout autant, à une vitesse directement proportionnelle aux pouvoirs qu'il détient dans ce pays. Le monde du travail n'attend rien d'eux. Il lui faut prendre confiance en ses propres forces, en sa capacité à agir comme une opposition à ce gouvernement offensif contre lui et empressé vis-à-vis du patronat couard, vis-à-vis des forces réactionnaires.

Robert Pelletier

Pas de tabou : 32 h tout de suite vers 30 h hebdo

C'est Manuel Valls, chasseur de roms et « extradé » d'Aurore Martin qui, dès janvier 2011, avait relancé l'attaque contre les 35 heures dans le cadre des primaires socialistes. Pour Valls, il s'agissait de « déverrouiller les 35 heures » afin de « permettre... pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, de travailler davantage... sans avoir recours forcément aux heures supplémentaires qui ont beaucoup coûté à l'État ».

Le débat, relancé par la « petite » phrase du Premier ministre affirmant qu'il n'y a pas de tabou sur la question, s'inscrit dans la logique du rapport Gallois sur la compétitivité. Si les membres du gouvernement sont un peu gênés par la relance d'une polémique de plus, le Medef et la droite se réjouissent bruyamment de l'aubaine. Les 35 heures, quelles que soient les déclarations sur leur disparition, constituent le repère central en matière de temps de travail. Certes, ces lois ont ouvert la voie à la multiplication des dérogations, à l'aggravation des conditions de travail par la suppression des pauses, l'intensification du travail, la suppression des temps communs entre les équipes

et à la multiplication des dérogations et des allègements de cotisations sociales.

Un enjeu essentiel

Mais la simple existence d'un temps de travail fixé par la loi, c'est-à-dire applicable à l'ensemble des salariéEs est insupportable pour le patronat. C'est ce qui fait remonter au créneau Denis Kessler, patron d'un groupe d'assurance qui, lorsqu'il était numéro 2 du Medef appelait à « défaire méthodiquement le programme du CNR », et affirme qu'« il est temps d'abolir les 35 heures ». Il y a bien là un enjeu essentiel. La réduction du temps de travail s'inscrit dans une perspective historique aussi vieille que l'affrontement capital-travail. La

réduction du temps de travail est au cœur de l'histoire du code du travail. De 1840 à 1920, il a fallu 80 ans pour passer de la journée de 17 heures à la journée de 10 heures. De 1936 à 2001, il a fallu 70 ans pour passer de 40 heures à 35 heures. Si l'augmentation de la productivité du travail et les progrès technologiques en ont fourni la base matérielle, c'est la mobilisation des salariéEs qui a imposé ces avancées.

Compétitivité = danger

La plupart des études montre que la durée réelle du temps de travail en France est dans la moyenne des pays industrialisés et que la RTT ne pèse pas sur la fameuse compétitivité. De leur côté, les salariéEs

restent attachés, malgré la dégradation des conditions de travail souvent liée aux 35 heures, à leurs jours de RTT. Le vrai danger est du côté des accords compétitivité-emploi qui au travers du chantage à l'emploi peuvent tétaniser les résistances avec la complicité de certaines organisations syndicales.

Ce sera le prochain dossier des négociations syndicats-patronat-gouvernement qui risquent fort de reprendre la logique du rapport Gallois. Tout à l'opposé de notre revendication : réduire le temps de travail, sans diminution de salaire ni aggravation des conditions de travail, pour partager le travail entre toutes les mains disponibles.

Robert Pelletier

LA DROITE ET LE MEDEF Jean-François, François, Marine... les rivaux se cherchent

On a beau dire, ils ne font qu'un : entre le club des friqués, l'Association française des entreprises privées (AFEP), et les tenants de l'idéologie bourgeoise, l'UMP, la mayonnaise prend bien.

Dans le débat Copé-Fillon, tout est affaire de nuances mais pas de divergences d'objectifs : reconquérir le pouvoir et mener la bataille de classe en faveur de la bourgeoisie.

Un bloc politique réactionnaire offensif

Fillon peut bien faire son effarouché devant l'histoire des petits pains au chocolat de Copé, il restera pourtant le dirigeant associé aux deux réformes successives des retraites (2003 et 2010) et le Premier ministre d'un gouvernement où le ministre de l'Intérieur n'hésitait pas à dire «*Quand il y en a un ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*». Parce qu'au-delà de la bagarre des viennoiseries versus la droiture «gaulliste», il y a un bloc réactionnaire offensif qui se donne les moyens de mener la guerre sociale.

Ils se sont en fait bien répartis les rôles. Pour l'UMP la bataille idéologique, homophobe (contre le mariage des homosexuellEs), islamophobe (les petits pains au chocolat du ramadan), raciste (contre le droit de vote des étrangers) et le soutien au grand patronat. Au char d'assaut du Medef d'intervenir maintenant. Ça avait commencé doucement avec la mutinerie des «pigeons». Le gouvernement a cané, alors pourquoi ne pas continuer? C'est donc ce qu'ont fait 98 PDG en lançant un ultimatum à Ayrault dans le JDD.

La droite en manif?

Copé a finalement proposé une manifestation de droite. C'est peut-être anecdotique mais cela doit nous alerter. La première à s'y rallier est Marine Le Pen qui dit «*Je ne suis pas sectaire*».

Quand j'ai quelque chose à dire, cela ne me dérange pas d'aller manifester aux côtés de gens dont je ne partage pas l'avis sur d'autres sujets». Et de renchérir en proposant un référendum sur le mariage homosexuel!

Parisot préfère se draper dans une étonnante neutralité concernant la manif arguant du fait que son terrain à elle c'est l'économie. Elle cherche surtout à rester un partenaire privilégié de ce gouvernement qui ne lésine pas à brosser le Medef dans le sens du poil.

Hollande, Ayrault et consorts ne sont en rien des remparts : de l'expulsion des Roms aux risettes à Varin en passant par le budget de la rigueur, c'est sur le dos des salariéEs que se fait leur politique. Alors dès maintenant, il est temps d'unir nos forces, de faire converger nos luttes pour l'interdiction des licenciements et contre toutes les mesures d'austérité.

Denise Sarraute



Le PLFSS comporte des mesures positives qui doivent être soutenues telles que le remboursement intégral de toutes les formes d'IVG (encore faut-il que les centres d'IVG ne ferment pas!), la gratuité de la contraception pour les mineures de 15 à 18 ans.

Au nom de la lutte contre les déficits...

Mais la «vérité» de la politique de ce gouvernement se trouve avant tout dans les chiffres du PLFSS. Les dépenses d'assurance maladie augmentent de 2,7% par rapport à l'année passée alors que le gouvernement lui-même estime à 4,1% le seuil nécessaire à une reconduction des moyens existants.

Ces 2,7% sont en retrait par rapport aux timides promesses du candidat Hollande qui avait annoncé 3%. Ils représentent une hausse de 0,2% par rapport au budget de Sarkozy l'année précédente. Le «*changement*»... c'est donc 0,2% de plus pour la santé et la Sécu!

BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE Austérité : suite, mais pas fin

Le 20 Novembre, l'Assemblée nationale a voté en première lecture le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013, un budget de 440 milliards d'euros¹. Reprenant les annonces de François Hollande, ce budget prétend marquer le «*changement*», il s'inscrit pourtant avant tout dans la continuité de l'austérité.

Selon la ministre Marisol Touraine, il s'agit bien d'imposer, au nom de la lutte contre les déficits, 2,4 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur les dépenses de santé. Pour l'hôpital, le PLFSS met fin à la «*convergence tarifaire*», mise en concurrence directe entre l'hôpital et les cliniques commerciales, ignorant les missions spécifiques du service public. C'est bien sûr positif, mais quelle en sera l'efficacité quand l'hôpital se voit imposer 657 millions d'économies supplémentaires?

De nouvelles suppressions de postes

Il faudrait un plan d'urgence de créations d'emplois qualifiés² pour remettre à niveau les effectifs d'un personnel hospitalier épuisé et en souffrance. Ce sont au contraire de nouvelles suppressions de postes qui s'annoncent. Elles ne seront nullement compensées par l'attribution de 4000 «*contrats d'avenir*» précaires et sans qualification.

Les restructurations, les fermetures de lits et de services voulues par la loi «*Bachelot*»

(toujours en vigueur) vont se poursuivre. Pour les patients, les difficultés d'accès aux soins vont continuer. Les «*dépassements d'honoraires*» sont toujours d'actualité suite au scandaleux accord signé la semaine dernière³, tout comme le forfait hospitalier ou les franchises médicales nullement abolies par ce gouvernement.

Le PLFSS a été voté sans enthousiasme par les seuls députés de la majorité présidentielle. Les députés du Front de Gauche ont voté contre. La question maintenant posée, au-delà des aléas parlementaires, est celle de la mobilisation unitaire pour faire reculer l'austérité dans la santé.

J.C. Delavigne

1. 1,2 fois le budget de l'État qui est de 371 milliards d'euros

2. Les organisations syndicales réclament depuis plusieurs années un plan «*emploi formation*» de 120000 emplois pour remettre à niveau les effectifs hospitaliers.

3. Voir *Tout est à nous!* n°168

RÉQUISITION DE LOGEMENTS Des paroles... et des actes?!

«*Expulsions*», «*propriété privée*», «*crédits hypothécaires*» étaient le vocabulaire des précédents gouvernements de droite en matière de logement. «*Réquisition*», «*25% de logements sociaux dans la SRU*», «*augmentation des budgets pour l'hébergement d'urgence*» sont les leitmotivs du nouveau gouvernement. Le changement de vocabulaire c'est maintenant, mais quelles réalités derrière ces mots?

Une situation dégradée

Dimanche 28 octobre, «*un homme est mort qui n'avait pour défense que ses bras ouverts à la vie*» aurait pu écrire Eluard. Le premier mort de la rue pour cet hiver qui commence. Ça ne sera pas le dernier... Déjà partout le 115 sature, et à Toulouse il y a quelques jours les salariés du Samu Social ont fait valoir leur droit de retrait pour dénoncer une situation insupportable. À Paris, sur les 1200 appels journaliers, 400 restent sans solution. L'hiver arrivant, cette situation ne peut que s'aggraver.

170000 privés de toit, 3,5 millions de très mal-logés et les constructions de logements neufs qui chutent ce trimestre de 17% par rapport au même trimestre en 2011. Une crise qui s'accroît toujours plus. Une «*crise*» profitable pour les grands groupes de l'immobilier. Pour

Nexity, un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros prévus pour la fin de l'année grâce à l'envolée de l'immobilier de bureau. Comptez vos morts... ils comptent leurs sous.

Affichage ou réelle volonté?

C'est dans ce contexte que le DAL a organisé une marche des réquisitions samedi 27 octobre pour souligner une réalité insupportable : 2,3 millions de logements vides selon l'INSEE, 170000 sans-abris, et des millions de précaires du logement.

«*S'il est nécessaire, je ferai appel à l'ensemble des moyens disponibles, la réquisition fait partie de cette panoplie*», a annoncé Cécile Dufflot à la suite de ce rassemblement. Volonté de réquisitionner des logements vides confirmée par Ayrault 24 heures plus tard. Levée de bouclier immédiate des lobbys

immobiliers et de la droite : droit de propriété contre droit au logement. Pourtant, la réquisition de logement est rendue possible par une ordonnance de 1945 et une loi de 1998, il faut donc appliquer la loi! D'ailleurs, même Chirac a procédé à la réquisition de 1200 logements vides. Espérons que le gouvernement Ayrault se montrera plus «*radical*»! C'est sous De Gaulle que la plus grande vague de réquisition a eu lieu, dans les années 60 pour reloger... les colons d'Algérie!

Un recensement des logements vides est en cours... Il faut maintenir la pression par nos mobilisations pour que ces annonces de réquisition soient suivies d'effets. C'est une mesure d'urgence nécessaire et l'histoire nous montre qu'elle est possible!

Max Bess

À Nantes, les pauvres n'ont pas droit de cité

Voici plus d'un mois que le collectif de sans-abris «*Un toit pour toutes et tous*» a occupé le Lieu Unique à Nantes, la ville du Premier ministre, avec le soutien de nombreux militants associatifs, syndicaux politiques. En dépit de la répression, le mouvement continue.

Après les expulsions du Lieu Unique, du foyer Gustave-Roch et de la Manufacture, les sans-abris de Nantes ont encore fait les frais le 30 octobre des méthodes de la police d'Ayrault, en étant expulsés... de la rue. Les matelas installés face aux salons de la préfecture, en symbole de leur condition de vie, ont été confisqués, comme on efface une tâche de pauvreté. Pourtant, en occupant les lieux ou en manifestant, les sans-logis (avec ou sans papiers) entendent simplement faire respecter le droit fondamental au

logement pour tous. Sans violence, en respectant les lieux et leurs utilisateurs.

Illégal mais légitime!

La répression dont ils sont victimes résume à elle seule la politique du PS face aux mobilisations : «*Surtout pas de bruit!*» À tel point que les élus majoritaires de la ville de Nantes ont publié un communiqué appelant les sans-abris à «*accepter le dialogue et surtout à cesser les occupations illégales*».

Fausse promesse non tenues : toujours 1500 sans-abris dans les rues de

l'agglomération, et toujours quelques 9000 logements vides, une mairie qui ordonne la répression... Il n'y a pas de dialogue possible avec les menteurs, il n'y a que le rapport de forces. Les occupations sont peut-être illégales mais elles sont surtout légitimes.

En signant ce communiqué, les élus des partis alliés au PS à Nantes (EÉLV, PRG, MRC, UDB mais aussi le PCF et les Alternatifs), ont sacrifié leurs convictions sur l'autel de la solidarité de gestion. On ne peut pas à la fois gérer la misère et la dénoncer...

Bertrand Achel



VAL K.

VISITE DE NETANYAHU

Hollande s'aligne sur le gouvernement israélien

Il n'y jamais de hasard dans le calendrier diplomatique. C'est, jour pour jour, un an après le vote de l'adhésion de la Palestine à l'Unesco le 31 octobre 2011, y compris par la diplomatie sarkoziste, que Hollande invite en France le chef du gouvernement le plus extrémiste, celui qui s'allie à l'extrême droite raciste israélienne qui prône le transfert des populations non juives.

Par cette invitation, le Président français envoie un soutien fort aux gouvernements israéliens : colonialistes, massacreurs des populations de Gaza, qui veulent annexer toutes les colonies de Cisjordanie à l'Etat d'Israël, qui font réprimer très violemment, causant la mort, les manifestations pacifiques des populations palestiniennes qui défendent leur terre, leur droit de vivre en Palestine.

Hollande renie ses propres engagements

Hollande est content d'accueillir le dirigeant d'un État qui embastille plus de 4 500 prisonniers politiques, dont plusieurs atteignent les 30 années de prison. Et que dire des 51 détenus morts, faute de soins, dans les geôles israéliennes. Il invite le chef d'un État qui détient et développe la bombe atomique, refuse toutes inspections de l'AIEA, refuse de signer l'accord international de non-prolifération des armes nucléaires.

Lors de la conférence de presse commune le mercredi 31 octobre, Hollande dans un langage alambiqué ne contredit pas le dangereux criminel Netanyahu qui, façon docteur Folamour, veut attaquer l'Iran et provoquer un cataclysme dans toute la région.

Hollande s'aligne aussi sur les desiderata du gouvernement israélien en appelant à des négociations sans préalable ! Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, demande lui un gel de la colonisation avant reprise de toutes discussions... Pour François Hollande c'est une demande de trop.

Hollande renie ses propres engagements : sa signature en novembre 2011 d'une motion des députés socialistes à l'Assemblée nationale pour la reconnaissance de la Palestine à l'ONU, sa 59^e proposition comme candidat portant sur le même sujet... Quelle honte ! À celles et ceux qui s'illusionnaient sur la politique socialiste au pouvoir, comme sur bien d'autres sujets, le réveil dans la réalité doit être douloureux. C'est ça le changement de gauche pour le Parti socialiste !

À Paris, près de 500 personnes ont participé au rassemblement organisé en quelques jours contre la visite de Netanyahu en France à l'appel de plusieurs organisations, dont le NPA avec la présence de Philippe Poutou. À Toulouse et à Montpellier, plusieurs centaines de personnes furent aussi présentes lors de rassemblements analogues.



Imposer un vrai changement au Moyen Orient

Il faut un vrai changement de politique au Moyen Orient. Ce serait une politique coercitive contre l'État d'Israël pour la reconnaissance du droit national du peuple palestinien, l'application, plein et entier, du droit au retour des réfugiés expulsés en 1948 et 1967, la libération de tous les prisonniers, la fin de la politique d'apartheid menée par les gouvernements israéliens. Une politique de gauche coercitive, ce serait aussi la mise en œuvre de sanctions fortes, le refus de toutes relations et coopérations avec les organisations qui représentent de près ou de loin l'État d'Israël, qu'elles soient diplomatiques, économiques, politiques, sportives, universitaires ou culturelles.

Pour le NPA, ici et maintenant, la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS), appelée par la société civile palestinienne, est la seule réponse réaliste pour isoler l'État d'Israël afin que droit et justice soit rendue au peuple palestinien. Boycott Israël ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Marc Prunier

MALI La menace d'un piège

Pendant que Paris prépare l'intervention militaire, la diplomatie américaine tente de convaincre Alger d'en être partie prenante.

Depuis le vote de la résolution présentée par la France et adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 12 octobre, La Cedeao, l'organisation qui regroupe les pays de l'Afrique de l'Ouest, a 45 jours pour présenter un projet d'intervention militaire visant à déloger les groupes islamistes qui occupent la partie nord du Mali. Depuis, les réunions diplomatiques et militaires vont bon train. Sous la pression de Paris, un consensus dans les principales métropoles impérialistes se fait jour pour une opération militaire. Ainsi, l'Allemagne traditionnellement réticente aux interventions étrangères, est favorable à un soutien logistique de la Bundeswehr. Cependant, des divergences demeurent notamment avec les États-Unis qui, bien que favorable à la solution militaire, trouvent l'agenda trop précipité. L'administration de Washington échaudée par ses nombreux échecs en matière d'opération extérieure, considère que « l'intervention doit être bien réfléchie, bien préparée, bien financée et bien renseignée » et surtout souhaite impliquer l'Algérie.

Incontournable Algérie...

C'est le sens de la visite d'Hillary Clinton à Alger qui reste le partenaire privilégié de la Maison Blanche notamment dans la lutte contre le terrorisme dans la région. L'Algérie reste un acteur majeur dans la résolution du conflit malien pour des multiples raisons, la plus évidente étant l'importante frontière commune avec le nord Mali qui est utilisée pour le ravitaillement des différents groupes islamistes. Sa puissance régionale se mesure aussi à son budget militaire estimé à 8 milliards de dollars, bien supérieur aux autres pays, comme les 208 millions du Mali ou les 64 millions du Niger, directement confronté aux activités des groupes armés. L'Algérie a aussi une connaissance très fine de tous les protagonistes, tant du côté des islamistes, où la plupart des cadres proviennent du Groupe Salafiste pour la prédication et le combat qui a sévi au début des années 2000 dans le pays, que



REUTEURS / POOL NEW

des principales organisations touaregs, où elle a joué le rôle de médiateur dans les différentes rebellions maliennes qui débouchèrent sur les accords de Tamanrasset en 1991 et d'Alger en 2006.

Mais contrairement à beaucoup de pays « va-t-en-guerre », l'Algérie reste opposée à toutes présences militaires non africaines au Sahel. Elle considère qu'une intervention militaire, sans avoir au préalable un projet politique pour le nord-Mali, est une source de déstabilisation de l'ensemble de la région. La diplomatie d'Alger mise plus sur la négociation avec une partie des islamistes.

... en négociation

Actuellement il y a quatre forces principales qui comptent dans cette région, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad, organisation touareg indépendantiste, qui après sa victoire militaire dans le nord s'est fait chasser par les groupes islamistes, AQMI, le Mujao et Ansar Edine. Alger a entrepris des discussions avec les dirigeants du MNLA pour qu'ils abandonnent leur objectif d'indépendance, ce qui semble acquis. Avec Ansar Edine,

les négociations continuent. Bien que ce groupe ne se distingue guère des deux autres – notamment par sa volonté de soumettre les populations à sa loi, ses destructions de mausolées et monuments, ses pratiques d'amputation et de flagellation – il reste pour Alger une émanation du nord-Mali dont ses dirigeants sont des touaregs reconnus. Il n'est pas exclu qu'Ansar Edine se détache d'AQMI, abandonne les pratiques les plus odieuses de la charia et opère un rapprochement avec le Haut Conseil islamique du Mali. En effet, ses dirigeants ont une très forte influence dans le pays et ont été en capacité de mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre le code de la famille jugé trop favorable aux femmes et non conforme à l'Islam.

Le discrédit de la classe politique pourrait leur offrir de jouer le rôle d'alternative, alors que les forces progressistes maliennes ont du mal à faire entendre leur voix. Ainsi, les populations risquent de se trouver prises au piège entre une politique belliciste menée par les capitales occidentales et une politique islamiste réactionnaire.

Paul Martial

LAOS Réunion du 9^e Forum populaire Asie-Europe

Tous les deux ans, un sommet intergouvernemental réunit les chefs d'État d'Asie et de l'Union européenne. Cette année, c'est à Vientiane (Laos) où il est comme toujours précédé d'un forum animé par des associations, ONG et mouvements sociaux : le Forum populaire Asie-Europe, connu sous son sigle anglais d'AEPP. C'est le seul cadre assurant une coopération régulière entre un large éventail d'organisations de l'est et de l'ouest de l'Eurasie – et c'est bien ce qui fait son importance.

Le 9^e Forum populaire s'est tenu à Vientiane du 16 au 19 octobre derniers autour de quatre axes, sur le thème de la « durabilité » face à la crise socio-écologique : la protection sociale universelle et l'accès aux services essentiels, la souveraineté alimentaire et la gestion durable de la terre et des ressources naturelles, la production et l'utilisation durable de l'énergie et le travail décent et le revenu durable.

Présence européenne

La participation asiatique à ce forum est traditionnellement plus importante que l'europpéenne. Cette fois-ci, cependant, l'Europe méridionale était mieux représentée avec notamment un investissement très actif des Écologistes en action de l'État espagnol, d'une camarade du Bloc de gauche portugais (Mariana Mortaga), d'un représentant de Syriza de Grèce (Pavlos Kazakopoulos). Notons aussi dans les débats sur la protection

sociale les rapports de Francine Mestrum (Belgique) et Bruno Jetin (France). Autre nouveauté, le lancement d'un « cercle » antinucléaire avec, notamment, pour l'Europe Tom Kucharz et Pierre Rousset.

Réponses à la crise

Outre les débats thématiques, le forum est l'occasion d'une collectivisation de la réflexion sur la crise capitaliste. Le réseau Sud-Sud a par exemple discuté des évolutions géopolitiques à l'heure où l'on trouve au Nord des pays en voie de « tiers-mondisation » (Grèce...) et au Sud de nouvelles puissances (Chine...). Organisées par la Fondation Rosa Luxemburg-Vietnam, des réunions « off » ont eu lieu en soirée – les célèbres « Nuits de Vientiane » – pour débattre des réponses à la crise. Des débats très politiques avec entre autres la participation de Pablo Solon (Bolivie), organisateur de la conférence de Cochabamba et aujourd'hui

directeur de Focus on the Global South, d'Achin Vanaik (Inde), Christa Wichterich (Allemagne), Tina Ebro et Lidy Nakpil (Philippines), Pierre Rousset...

Vientiane n'avait jamais accueilli une réunion associative internationale d'une telle ampleur et des centaines de volontaires avaient été mobilisés pour l'organiser (fort bien). Les ONG laotiennes étaient évidemment « accréditées » par le pouvoir et les rapports avec les autorités n'ont pas été sans problème – bien qu'il soit beaucoup plus facile pour des étrangers d'entrer au Laos que dans l'Union européenne (où il est devenu souvent impossible d'inviter des Pakistanais).

L'histoire s'est aussi invitée au Forum. Le Laos est effet le pays le plus bombardé du monde, pendant la guerre étatsunienne d'Indochine : plus de deux millions de tonnes d'engins explosifs de 1964 à 1973.

Pierre Rousset

La petite phrase du ministre Vincent Peillon qui s'est déclaré favorable à la dépénalisation du cannabis était censée relancer un débat sur le sujet des drogues. Le débat n'a pas eu le temps de naître puisque dans la journée le ministre a rétro-pédalé, désavoué par le chef du gouvernement et Manuel Valls le ministre de l'Intérieur. Cet épisode montre la difficulté en France d'avoir un réel débat sur cette question qui revient sans cesse dans l'actualité sur fond de trafic de drogue et de criminalité. Pourtant les chiffres sont éloquentes et toutes les études menées depuis des années prouvent que la politique de prohibition est un échec cuisant. Augmentation du nombre de consommateurs, augmentation de la criminalité liée au trafic de drogue, hissant la France en tête des consommateurs de cannabis. La ministre de la Santé se dit favorable à l'expérimentation des «salles de shoot», proposition souvent évoquée et pourtant toujours pas appliquée alors que, crise aidant, la prise en charge des toxicomanes est une urgence sociale et sanitaire. La politique de la tolérance zéro est donc dans l'impasse mais quelle politique lui opposer? Quel contre-exemple en Europe et dans le monde?

Prohibition et répression

La prohibition de l'alcool aux États-Unis, au début du XX^e siècle, n'a en rien enrayer la consommation d'alcool et n'avait eu pour seule conséquence que de développer des organisations mafieuses qui ont eu une occasion unique de prospérer. Il en est de même de la politique française vis-à-vis des drogues.

En 2009, l'ONU suite à un rapport de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) actait qu'une politique de prévention et de réduction des risques était plus efficace qu'une lutte sans fin contre le trafic de drogue. Lors du vote, la France s'était opposée à cette politique qui visait à abandonner la lutte pour l'éradication du trafic de drogue au profit de la réduction des risques. À cette même période, le gouvernement Fillon décrétait la tolérance zéro, concept démagogique, puisque la société française n'a pénalement jamais prôné la moindre tolérance vis-à-vis de la consommation et détention de drogues. En 2010, il y a eu 122 439 interpellations pour usage de cannabis, ce qui représente 90% des arrestations pour usage de stupéfiants. Ces chiffres ont été multipliés par 10 ces vingt dernières années.

La politique de répression s'abat essentiellement sur les petits trafiquants et consommateurs de cannabis. Cette criminalisation est désastreuse, elle remplit commissariats et prisons de petits trafiquants qui dealent le plus souvent pour se payer leur propre consommation, sans qu'aucune prévention se mette en place, ce qui permettrait d'alerter jeunes et moins jeunes des dangers de la consommation de certains produits.

La France en tête des fumeurs de joints

Pourtant les chiffres sont éloquentes. Plus de 30% des Français (15-64 ans), soit plus de 13 millions de personnes, déclarent avoir consommé du cannabis au moins une fois dans leur vie. Ce chiffre est largement au-dessus de

la moyenne européenne, de 22%. Concernant l'ecstasy, la cocaïne et l'héroïne, 3,1 millions de personnes déclarent avoir expérimenté l'un de ces produits.

Ces études placent la France parmi les pays comptant le plus grand nombre d'usagers de stupéfiants. À l'âge de 16 ans, les Français sont les premiers consommateurs de cannabis en Europe. Loin des idées reçues, les chiffres de consommation de cannabis sont bien plus importants en France qu'aux Pays-Bas où la vente de cannabis est légalisée et encadrée par l'État.

Et pourtant la France est un des pays les plus répressifs d'Europe. La loi de 1970 en fait un des cinq pays de l'Union européenne à punir de peine de prison le simple fait de consommer du cannabis. Cette répression a également un coût puisque c'est 0,4% du PIB, soit 500 millions d'euros par an, qui sont engloutis dans la lutte contre le trafic de drogue. Cette politique du gendarme et du voleur ne mène nulle part puisque la consommation ne cesse d'augmenter. Au-delà du cannabis, l'héroïne dont la consommation avait baissé ses vingt dernières années, revient en force tandis que la consommation de cocaïne a été multipliée par trois ces dix dernières années.

Force est de constater que cet argent serait donc plus utile pour prévenir et accompagner la consommation de stupéfiants. Car la politique d'éradication du trafic dans laquelle la France s'inscrit l'empêche de mener une politique de prévention des risques alors que personne ne croit vraiment à l'arrêt du trafic de drogue.

La violence engendrée par ce dernier augmente par ailleurs par le fait que la police se concentre, pour satisfaire la nécessité de faire du chiffre, sur les petits revendeurs ou sur la délation entre trafiquants concurrents, créant des guerres pour l'appropriation de secteurs de vente, contrôle d'une filière...

Mais pour des gouvernements qui jouent de

DROGUE



Dépénalisation et prévention : d'autres politiques existent en Europe

Dernière l'exemple connu des Pays-Bas se cachent d'autres expériences en Europe qui démontrent qu'une autre politique, loin du tout-répressif, donnent de meilleurs résultats pour faire diminuer le nombre de consommateurs, et les risques sanitaires liés à cette consommation.

Le fait que la France soit en tête de la consommation de cannabis, loin devant le pays des «coffee shop», montre qu'une politique de légalisation ou de dépénalisation n'entraîne pas une augmentation de la consommation. Malgré tout, dépénaliser sans mettre en place une vraie politique de prévention ne donne pas forcément de résultats puisque l'Angleterre connaît une forte augmentation de la consommation de cannabis qu'elle a pourtant dépénalisé. La République tchèque, jusque-là en tête du classement des consommateurs de cannabis, a connu la plus forte baisse de consommation, alors que ce pays a dépénalisé l'usage de plusieurs drogues fin 2009. Mais l'exemple le plus regardé et aux chiffres

les plus intéressants est celui du Portugal. Pour commencer, un résultat indéniable : le Portugal est le pays d'Europe qui compte le moins de toxicomanes. Le Portugal a décriminalisé l'achat et l'usage des stupéfiants en 2010 avec pour buts annoncés la réduction de la demande par la prévention, l'augmentation de l'offre de traitement et l'arrêt de la progression du VIH parmi les toxicomanes. La loi votée en 2010 ne rend pas légal l'usage de drogue mais elle autorise la possession de faible quantité de stupéfiants équivalent à 10 jours de consommation personnelle : 5 grammes pour le cannabis, 1 gramme pour l'héroïne et 2 grammes pour la cocaïne. Le trafiquant reste un criminel, ce qui n'est pas le cas du toxicomane considéré comme

un malade. Cela change évidemment la perception de la société dans son ensemble sur la toxicomanie et la façon d'y remédier. Des centres de dissuasion ont été mis en place pour orienter les toxicomanes vers les soins appropriés et tenter de faire baisser la rechute. Résultats : baisse de 60% du nombre d'héroïnomanes, le nombre de décès est passé de 131 en 2000 à 20 en 2008 et le nombre de contaminations au VIH imputables aux injonctions de drogues a été divisé par 4. Bien sûr ce genre de politique est menacée par la réduction des budgets et par le démantèlement des services publics de santé partout en Europe mais ces exemples sans être parfaits prouvent que la répression est la solution la plus mauvaise et la plus inefficace. **T.B.**

Entretien

« Dépenaliser l'usage de toutes les drogues, quel que soit leur niveau de dangerosité »

Renaud Delacroix est animateur en réduction des risques liés à l'usage de drogues. Il travaille sur un bus d'échange de seringues qui accueille des usagers de drogues à Paris.

Que penses-tu des déclarations du ministre de l'éducation demandant l'ouverture d'un débat sur la dépenalisation de l'usage du cannabis ?

Plusieurs choses sont frappantes. Tout d'abord, le caractère brouillon et incomplet des propos du ministre. On n'aide pas à créer les conditions à un changement de politique en matière des drogues en se contentant de demander l'autorisation « d'ouvrir un débat » sur le seul aspect de la dépenalisation de l'usage du cannabis. Ce type de déclaration mal construite ne fait qu'aider les partisans du maintien de la prohibition, qui est aussi inefficace que profondément installée dans notre pays. D'ailleurs, la pitoyable reculade de Peillon face aux injonctions de Coppé, Valls et Hollande est particulièrement pathétique. Pour remettre sérieusement en question cette prohibition, il est nécessaire de formuler des propositions précises qui doivent s'inscrire dans une autre politique des drogues, cohérente et assumée. La France est un des pays d'Europe où la consommation de cannabis est la plus importante (loin devant les Pays-Bas) et qui connaît un développement important du commerce et de l'usage de drogues illicites comme la cocaïne, les drogues de synthèse, mais aussi l'héroïne qui est de retour depuis plusieurs années déjà, après un recul dans les années 1990-2000.

Mais alors, que faire pour sortir de cette hypocrisie ?

Déjà, dépenaliser l'usage de toutes les drogues, quel que soit leur niveau de dangerosité. Dépenaliser l'usage ne signifie pas encourager l'usage, c'est simplement reconnaître 42 ans après la loi de 70 que la pénalisation n'a jamais fait baisser la consommation de quelque drogue que ce soit, mais encombre les tribunaux et remplit les prisons de personnes dont le seul délit est la consommation de substances psychoactives. Ensuite, concernant le cannabis en particulier, il s'agit là d'une drogue mais dont la dangerosité sanitaire est bien moindre que d'autres, comme l'héroïne, l'alcool ou le tabac. Mais comme son commerce est pris en main par des organisations criminelles, la dangerosité

La pénalisation n'a jamais fait baisser la consommation mais encombre les tribunaux et remplit les prisons.

économique et sociale du commerce de cannabis en France est vraiment préoccupante. C'est pourquoi une légalisation maîtrisée de ce produit est nécessaire et possible, avec la mise en place d'un système de production et de distribution contrôlé et sans but lucratif.

Et que penses-tu des projets d'ouverture de salles de consommation pour les injecteurs de drogues « dures » à Paris et à Marseille ?

De tels projets sont utiles pour améliorer la prise en charge et le soutien aux usagers de drogues les plus marginalisés. Les nombreux exemples de telles « salles de shoot » qui existent à l'étranger depuis des années ont fait leur preuve, tant pour la santé des consommateurs que pour la tranquillité des quartiers qui sont confrontés à ces problèmes. Depuis le milieu des années 1980, ce sont ce type d'actions de réductions des risques liées aux usages de drogues, issues de la lutte contre le sida et les hépatites qui ont permis de faire reculer les contaminations et les décès par overdoses. C'est grâce à de tels projets, s'appuyant sur l'expertise issue du terrain et sur la parole des usagers et de leurs proches que l'on peut construire une politique sociale des drogues humaine et efficace. Mais de toute façon, il faudra bien remettre en question la loi de 70, et le plus tôt sera le mieux.

Propos recueillis par Erwan Bikou

Pour aller plus loin :

- www.a-f-r.org
- www.salledeconsommation.fr
- www.circ-asso.net

plus en plus sur le terrain sécuritaire, il est facile, grâce à l'importance de la consommation de cannabis en France, de faire faire du chiffre aux policiers. Postés dans certains quartiers, pas besoin d'un Sherlock Holmes pour arrêter des consommateurs et les petits dealers. La guerre contre le trafic du cannabis est d'ailleurs un bon alibi pour la politique de harcèlement des forces de police dans les quartiers populaires. Quelles que soient les quantités saisies, la demande est toujours là et les prix baissent, prouvant encore un peu plus que les plus de 80 tonnes de stupéfiants saisies en 2011 ne sont qu'un coup d'épée dans l'eau sans conséquences réelles. Les trafiquants prévoient par ailleurs ces « pertes » dans leurs comptes comme n'importe quelle entreprise !

Sortir de la criminalisation pour mieux prévenir

La nécessité de mener une autre politique est donc urgente puisque tout démontre l'impasse des politiques menées ces dernières décennies. Car comme tout stupéfiant, le cannabis est une drogue qui comporte des risques d'addiction et nécessite donc une politique de prévention adaptée notamment vis-à-vis de la jeunesse avec d'autres arguments que le seul risque d'emprisonnement. La consommation des autres drogues comporte aussi de nombreux risques que la criminalisation augmente.

Le droit à la santé doit s'appliquer pour toutes et tous. Pour cela, la mise en place des « salles de shoot » est un premier pas. Mais cette mise en place doit être accompagnée d'un suivi et d'une politique de prévention de masse. Le mode de consommation actuel doublé de la criminalisation augmente la marginalité et les risques sanitaires qui vont avec : exclusion sociale, problèmes psychiatriques, contamination hépatique et VIH.

Les expériences de pays comme le Portugal (voir encadré ci-dessous) montrent que c'est bien sur cette voie qu'il faut s'orienter pour offrir une meilleure politique de soins et faire baisser la consommation.

En effet ces expériences prouvent bel et bien l'hypocrisie de l'État français puisque toutes les politiques de dépenalisation et d'accompagnement font baisser les chiffres d'addiction et de maladie liées à cette consommation. Cette autre politique a aussi pour conséquence de faire baisser la violence et les problèmes liés aux trafics.

Comme sur bien d'autres sujets, il faut sortir de cette impasse conservatrice. Alors que le rare travail de prévention repose sur les associations, il faut que l'État prenne ses responsabilités pour prendre la question des drogues comme une question de santé à part entière et assurer le droit à la santé pour toutes et tous. Pour cela il faudrait bien sûr que la politique de casse du service public de santé cesse. Le parti socialiste au pouvoir nous prouve encore sur ce sujet sa continuité avec les précédents gouvernements et son absence de courage politique.

Thibaut Blondin

122 439

C'est le nombre d'interpellations pour usage de cannabis en 2010, soit 90% des arrestations pour usage de stupéfiants.

13 millions

C'est le nombre de personnes déclarent avoir consommé du cannabis au moins une fois dans leur vie, soit plus de 30% des Français (15-64 ans).

500 millions

C'est le coût annuel, exprimé en euros, de la répression contre le trafic de drogue, soit 0,4% du PIB.



La France pionnière dans le trafic de drogue

Loin de la période actuelle du tout-répressif, la France a joué un grand rôle dans le trafic mondial de la drogue mieux connu sous le nom de French Connection.

Loin de l'image d'un Pablo Escobar ou de la guerre des cartels mexicains, le début du trafic mondial d'héroïne prend son essor en Méditerranée. Ce trafic sera organisé par Cosa Nostra, l'organisation mafieuse américano-sicilienne, en la personne de Lucky Luciano et par la mafia corse implantée à Marseille. La French Connection, nom donné au trafic made in France, a été conçue par le milieu marseillais dont les célèbres gangsters Paul Carbone et François Spirito et un certain Antoine Guérini de la même famille que l'actuel président du conseil général des Bouches-du-Rhône... Au milieu des années 1970 la French Connection alimentera jusqu'à 90% de

la consommation américaine, ce qui permet de mieux apprécier la quantité d'argent amassée par le milieu marseillais qui fait l'actualité en ce moment. À l'origine de cette filière se trouve la création en 1898 par Paul Doumer, alors gouverneur général de l'Indochine, d'une régie générale de production et distribution d'opium pour assurer le monopole d'État des opiacés. Ce commerce assurera une manne financière gigantesque à l'État qui récupérera les excédents budgétaires de l'Indochine. Dans les années 1920 on raconte alors que l'opium est moins cher à Marseille que dans les fumeries d'opium de Saïgon. En effet les marins corses commencent à acheminer de l'opium demi-raffiné,

volé dans les entrepôts d'État, sur la ligne Saïgon-Marseille. C'est là où Carbonne et Spirito mettent en place des laboratoires clandestins à Marseille. Dès lors le trafic s'envole. Ils décident alors d'orienter le trafic vers les États-Unis avec le parrain des parrains : Lucky Luciano. L'argent qui permettra l'essor de ce trafic mondial serait entre autres provenu de la cagnotte de « la carlingue », nom donné aux auxiliaires français de la Gestapo venus du milieu.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement de Vichy continuera à tirer profit de la régie indochinoise et donc du commerce d'opium puisque de 7,5 tonnes en 1940, il passera à plus

de 60 tonnes en 1944. Durant ce conflit, la mafia américano-sicilienne et corse travaillera avec la CIA tant pour aider aux débarquements en Sicile que pour vaincre le péril communiste. C'est ainsi que, quand en 1950 la CGT déclenche une grande grève des dockers bloquant tous les ports de France, la CIA, le clan Guérini et Lucky Luciano voit cette grève d'un mauvais œil pour leurs affaires. Les autorités feront donc libérer des criminels de prison pour aider à briser la grève.

La French Connection prospérera ainsi jusqu'à la fin des années 1970 où elle sera démantelée, aidé aussi par les guerres entre clans mafieux.

T.B.



PROHIBITION

Série documentaire,
Ken Burns et Lynn Novick,
Arte

Les dirigeants du PS – qui ont rapidement fermé le clapet à Vincent Peillon quand il a osé suggérer qu'il serait éventuellement possible qu'on puisse peut-être ouvrir le débat sur la légalisation du cannabis – ne perdront pas leur temps à regarder cette série de cinq documentaires sur la prohibition de l'alcool aux USA de 1920 à 1933.

Ce sont de très beaux films réalisés par Ken Burns, récompensé de multiples fois pour des documentaires comme «The Civil War». Ici, de nouveau on trouve un choix remarquable de photographies d'archives, un commentaire sobre mais plein d'intérêt, entrecoupé d'interviews d'historiens. C'est passionnant.

Dans les deux premiers épisodes déjà diffusés, on revit l'histoire complexe de la relation du peuple américain avec l'alcool, les ravages de l'alcoolisme, refuge des ouvriers plongés dans la misère mais aussi les premiers colons, les Puritains, qui débarquent avec la cale de leur bateau remplie, entre autres, de tonneaux de bière ! Puis tant d'autres choses : les premiers mouvements contre l'alcool, des religieux moralistes mais aussi des mouvements de femmes battues et violées par des maris ivres, mouvements liés en même temps à ceux des suffragettes, le soutien de la part de capitalistes comme Henry Ford, inquiet de la baisse de la productivité mais aussi les débuts de la prohibition, la corruption de la police et des politiciens... Et pour les trois prochains épisodes on nous annonce l'arrivée d'Al Capone, des gangs et des mitraillettes. Des événements à méditer à l'heure des révélations sur la BAC à Marseille et les règlements de compte à la kalachnikov.

Ross Harrold

À VOIR SUR ARTE SAMEDI 10 NOVEMBRE À 20H45
ou sur le site de la chaîne pendant sept jours.



POLAR

LA FAILLE SOUTERRAINE

Henning Mankell

Traduit par Anna Gibson

Seuil 21,80 euros

C'est ce qu'on appelle un «prequel», le contraire d'une séquelle: Le célèbre détective de Mankell, Wallander, avait commencé sa carrière littéraire en 1990 – il était déjà un homme mûr. Mankell a écrit ces récits sur ce qu'il était avant : cinq textes qui font du livre un recueil de deux courts romans et de trois nouvelles. Ce sont les deux textes les plus longs qui sont le plus intéressants, comme si la technique narrative de Mankell avait besoin d'un certain espace pour nous séduire, se permettre ses digressions. Recommandons, à ce propos, *la Pyramide*, le dernier texte, qui part dans tous les sens mais est très beau...

Paul Louis Thirard

LIVRE

NEW YORK EN 50 CHANSONS,
Bertrand Dicale & Hervé Tardy,
Tana

On peut appeler cela un livre de circonstance. Cette collection de beaux livres qui traite d'une ville en 50 titres (le même volume existe pour Paris par exemple) possède donc désormais son opus sur Big Apple, «la capitale mondiale du son». L'occasion donc de se rappeler à quel point New York fut toujours un des principaux centres de gravité urbain de la musique populaire. Du jazz d'Harlem (Louis Armstrong), au hip-hop de Jay-Z (racontant Brooklyn), du punk rock séminale des Ramones au disco grand public des Village People, sans oublier évidemment le rock underground de Lou Reed. D'autres, de Téléphone à Serge Gainsbourg en passant par les Pet Shop Boy en firent la Mecque, avec ses pèlerinages profanes, d'une mythologie constamment reconstruite. De quoi surfer sur spotify ou deezer en regardant les superbes photos qui illustrent cet élégiaque voyage, en partie proposé par Bertrand Dicale qui tient sur France Info la très recommandable chronique «ces chansons qui font l'histoire».

King Martov



EXPO

CHARLES STEFFEN,
Galerie Christian Berst,
3-5 passage des Gravilliers
Paris 3^e, jusqu'au 24 novembre

Cette excellente galerie spécialisée dans l'art brut permet de découvrir l'œuvre étonnante de Steffen (1927-1995), dont l'intérêt n'a été révélé au public américain que dix ans après sa mort. Né et vivant à Chicago, il y entreprit des études d'art avant que ses propensions au suicide, avec destruction de tous ses travaux, ne le fassent diagnostiquer comme schizophrène, ce qui lui valut une décennie d'internement et d'électrochocs, la grande spécialité de la psychiatrie américaine des années 1960 (comme l'a rappelé Naomi Klein). Rendu à sa famille, inapte aux emplois salariés, il passa le reste de sa vie à réaliser de vastes dessins que sa sœur jetait au fur et à mesure. Sauvées, ses ultimes productions offrent, entourées de longs commentaires, d'étranges créatures à tête d'étoile, de tournesol ou d'embryon, et dont l'œil souvent unique fascine et ne s'oublie pas.

Gilles Bounoure



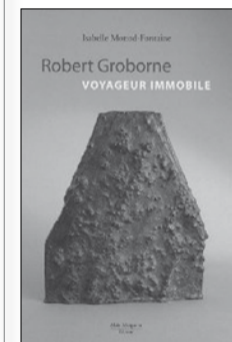
EXPO

ROBERT GROBORNE
«VOYAGEUR IMMOBILE»

Galerie Alain Margaron,
3 rue du Perche Paris 3^e,
jusqu'au 24 novembre

Assurant à qui veut l'entendre qu'il n'est pas peintre tout en «faisant de la peinture», ni davantage sculpteur, graveur ou photographe tout en «faisant» cela aussi, Groborne (né en 1939) semble également récuser le nom d'artiste, mais il l'est au moins dans les défis lancés à lui-même comme aux autres. Des peintures sans couleurs mais avec des reliefs et des patines de haute venue, des bronzes ruiniformes, comme brisés ou érodés d'emblée, évoquant parfois Giacometti, des écritures lisibles de leur seul scripteur dans les nombreux livres qu'il a illustrés, voilà qui l'écarte définitivement des sentiers battus de l'art contemporain. Qu'y a-t-il de transmissible dans cette aventure extrêmement singulière ? Si l'on songe à ce que «révélaient» les frottages de Max Ernst, peut-être est-ce ainsi que le regard doit se frotter aux reliefs de Groborne.

Gilles Bounoure



Actuellement au cinéma

JAMES BOND Un imaginaire anglais

La sortie au cinéma des dernières aventures du plus populaire des agents secrets nous permet de replonger dans le parcours cinématographique de cette incarnation d'un impérialisme britannique à bout de souffle. En luttant contre des méchants soviétiques, des industriels mégalomanes et des terroristes sans cause, Bond a traversé cinq décennies d'histoire.

Créé par le réactionnaire Ian Fleming, «James Bond a été une sorte de Viagra pour les Anglais» selon l'auteur britannique Simon Winder, auteur d'un essai sur la question. En effet, l'agent secret est né en 1952, quelques années après la fin de la deuxième guerre mondiale, année de l'accession au trône de la reine Elisabeth. Cette guerre a épuisé l'Angleterre et mis à mal sa puissance. Son empire colonial est en décomposition et dans un système bipolaire opposant Moscou et Washington, Londres en est réduit à jouer les seconds couteaux. «James Bond est alors apparu comme la force secrète d'un pays qui, en public, accumulait les déconvenues».

À l'heure de la guerre froide

Anticommuniste jusqu'au bout des ongles, individualiste et cynique, l'agent secret a, en particulier dans

sa première vie, fait de la lutte contre tous les sbires de l'Union soviétique sa feuille de route. Il est toutefois à noter que si l'ombre du KGB est omniprésente, c'est souvent à cause de ses relations obscures avec la pègre internationale – comme le SPECTRE, organisation de grand banditisme qui traverse l'ensemble de la série – que Bond règle ses comptes à l'URSS.

Conséquence de la chute du mur de Berlin et de la mise en place du «nouvel ordre mondial» de Bush père, le tournant international ne viendra finalement qu'assez tardivement dans la série des films. Ainsi, en 1995, le Bond censé relancer la série sur des bases nouvelles, *Goldeneye*, met encore en scène quelques belles figures de méchants Russes. La ficelle est usée mais fonctionne toujours...

Les capitalistes mégalomanes

S'insérant de plain pied dans les tensions et relations internationales, la série n'en oublie pas à sa façon de critiquer, certes de façon imagée, un système économique qui donne des pouvoirs exorbitants à quelques individus... De quoi en perdre la tête. Ainsi quelques méchants parmi les plus représentatifs : le premier en 1962, Docteur No, qui fait joujou avec la radioactivité ; plus

récemment en 1999 Electra King, une magnat du pétrole dans *le monde ne suffit pas* ; et surtout Elliot Carver en 1997 dans *Demain ne meurt jamais*, grand patron des nouveaux réseaux médias, sorte de figure fusionnant la patron de Microsoft Bill Gates et Rupert Murdoch le big boss réactionnaire des plus grands médias américains d'information.

Et maintenant ?

«Nos ennemis sont inconnus, ils n'ont pas de drapeaux, pas de pays» déclare dans le dernier film la supérieure de Bond, M, à une commission d'enquête gouvernementale. Résumé rapide mais direct de la période dans laquelle est entrée l'Angleterre dans la dernière décennie. Quand Blair a placé ses pas dans ceux de Bush Jr dans sa «guerre contre le terrorisme», il a plongé l'Angleterre dans un nouvel inconnu. Ni américain (mais sous pression politique de ceux-ci), ni complètement européen (mais sous influence et concurrence économique), l'impérialisme britannique se cherche désormais une place dans la géostratégie internationale. Le vieux court toujours derrière le jeune, comme l'illustre aussi le dernier film en date *Skyfall*.

Manu Bichindaritz



www.circ-asso.net

Les activistes de la dépénalisation du cannabis en France ont leur site et leur association, le CIRC (Collectif d'information et de recherche cannabique). L'association appelle tous les ans à se rassembler pour «l'appel du 18 joint» et a envoyé par le passé un joint à chaque député de l'hémicycle. Elle fait régulièrement parler d'elle pour son agitation en faveur de la dépénalisation et du retrait des lois liberticides de 1970 (voir dossier central de cette semaine)

FRONT DE GAUCHE LE NI-NI

Après les votes de ses élus au Sénat contre le texte sur l'énergie et au Parlement contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, sans parler du Traité européen, le Front de Gauche et le Parti communiste sont soumis à de nombreuses interpellations. Sont-ils entrés dans l'opposition, y compris en ajoutant parfois leurs votes à ceux de la droite ?

Si on ne peut que se féliciter de ces votes, la réalité est malheureusement plus simple et c'est la présidente du groupe Front de gauche au Sénat Eliane Assasi qui l'explique dans *l'Humanité* du 2 novembre : « le gouvernement veut nous présenter dans une posture d'opposition, ce qui n'est pas du tout le cas... Nous sommes dans la majorité parlementaire, pas dans l'opposition » et d'expliquer ensuite qu'ils ne sont pas prêts à tout avaler : « Je demande qu'on nous entende, que les élus communistes qui ne sont pas dans l'opposition mais dans la majorité soient entendus... ».

Équilibrisme politique

Ainsi se trouve bien résumé le positionnement du Front de Gauche, en tout cas du PC et du PG à savoir se faire respecter et reconnaître comme une force indispensable, et réussir à imposer au gouvernement des modifications de sa politique d'austérité de façon à répondre au mécontentement grandissant des électeurs du Front de Gauche, sans rompre pour autant avec le PS. Difficile exercice d'équilibriste pour des partis qui misent essentiellement sur les institutions et les élections mais dont la base privilégie les mobilisations sociales.

Difficile exercice aussi pour les quelques centaines de militants venus de différentes scissions de la LCR, du NPA ou du PCF et qui se sont efforcés le 17 octobre de regrouper un « troisième pilier » (la Gauche unitaire, Convergence et Alternative, la Gauche anticapitaliste et la FASE) dont le projet, explique Pierre-François Grond dans *l'Humanité* « ne se construit pas contre le PC et le PG et n'est pas fait pour être à la table des grands » mais « pour une plus grande ouverture du Front de Gauche ».

Nature du front

Ce débat sur le positionnement du FdG que le PC pense pouvoir trancher à son congrès en février s'accompagne aussi d'un débat conjoint sur la nature du Front qui jusqu'à présent est essentiellement un cartel d'organisations avec seulement deux formations significatives : le PC et le PG.

Là encore, c'est le ni-ni qui l'emporte. Le PC ne veut pas disparaître en acceptant un mouvement qui ne serait composé que d'adhésions individuelles, ce que souhaiterait à terme le PG et toutes les petites formations issues du NPA.

Dans une tribune libre publiée par *Mediapart* le 26 octobre, trois dirigeants « inorganisés » du FdG, Janette Habel, Pierre Khalifa et Evelyne Sire-Marine, résumant bien l'ambiguïté. Ils constatent les divergences sur l'attitude par rapport au gouvernement mais « si elles ne sont pas secondaires, elle sont compatibles au sein du FdG et ne doivent pas compromettre son développement... le consensus est nécessairement la règle ». Et de proposer néanmoins des adhésions individuelles tout en conservant au sommet la structure de cartel... car « il n'est ni possible ni souhaitable dans un horizon prévisible de transformer le FdG en un parti ».

Être dans l'opposition ou pas

Tous ces débats sont légitimes et sont liés entre eux mais tournent autour d'une ques-

tion centrale : le Front de Gauche va-t-il être clairement dans l'opposition à la politique d'austérité et de répression qui ne fait que s'aggraver et que met en place le gouvernement Hollande, ou va-t-il continuer à tergiverser pour ne pas rompre ?

En ce qui nous concerne et plus que jamais, nous proposons au Front de Gauche, comme à toute la gauche sociale et politique, de résister dans l'unité à toute agression de la gauche comme de la droite (licenciements, expulsions, fermeture d'entreprises, répression policière, etc.) mais de plus, en s'appuyant sur ces mobilisations, nous proposons à toutes les forces politiques qui refusent de participer au gouvernement d'organiser une véritable opposition de gauche qui devrait définir les axes d'une politique alternative pour proposer un débouché politique aux mobilisations sociales. Pour le moment, dans cette démarche unitaire, nous sommes encore isolés mais pas seuls, et nous ne lâcherons pas car il n'y a pas d'autre issue pour redonner espoir.

Alain Krivine



GOOGLE ET LES IMPÔTS Un cas d'école

Selon le Canard enchaîné daté du 31 octobre, la direction générale des finances publiques aurait envoyé un courrier recommandé à Google pour réclamer la bagatelle d'un milliard d'euros d'impôt sur les sociétés dont la firme américaine serait redevable à l'État français. Une injustice fiscale si banale...

Les spécialistes – et les capitalistes – appellent ça de « l'optimisation fiscale ». Le but pour une grande société comme Google est de trouver les moyens et circuits pour payer le moins d'impôt possible. Comment transformer un chiffre d'affaire français réel situé entre 1,2 et 1,4 milliard d'euros en 2011 en « à peine » 138 millions d'euros ?

Un montage financier complexe

L'Irlande n'est pas seulement le pays des vertes vallées et du houblon mais aussi celui d'un droit tout à fait favorable aux capitalistes. La maison-mère

américaine de Google a donc concédé ses droits de propriété intellectuelle, comme les brevets et les marques, à une société irlandaise, Google Ireland Holdings... basée aux Bermudes. Cette holding irlandaise est elle-même la maison-mère d'une filiale, Google Ireland Limited, installée à Dublin. Cette filiale, qui emploie officiellement près de 2000 personnes, réalise l'ensemble du chiffre d'affaires de Google pour l'Europe (dont la France), le Moyen-Orient et l'Afrique. Du coup, officiellement, près de 99,8% des bénéfices réalisés à Dublin sont perçus par Google Ireland Holdings située aux Bermudes...

où l'imposition sur les bénéfices n'existe pas !

C'est ce mécanisme complexe qui permet à Google de déclarer un chiffre d'affaires officiel très bas en France et donc de ne s'acquitter en 2011 que de 5,5 millions d'euros d'impôt, au lieu des 150 qu'elle aurait dû payer !

L'ordre capitaliste

Tout ce mic mac au profit de Google et de ses actionnaires se fait donc avec la bénédiction de l'État américain. Et si l'État français montre aujourd'hui quelques velléités pour que cette arnaque cesse, le sommet de l'État semble lui bien embêté.

Pour preuve cette récente rencontre mercredi 31 octobre entre Eric Schmidt, le directeur général de la société, et François Hollande... rencontre où n'a pas été évoquée cette fâcheuse question. Tout simplement parce que le chiffre du redressement d'un milliard d'euros réclamé par les services fiscaux n'est, on le sait, qu'une première base de négociation. Mais aussi plus substantiellement parce que, de niches fiscales en paradis fiscaux, de filiales en sociétés écran, la fiscalité actuelle n'est en aucune façon un moyen de redistribuer les richesses.

Manu Bichindaritz

REFORME DE PRESSTALIS

La presse à la croisée des chemins

La presse française est régie depuis 1947 par la loi Bichet qui est censée assurer un traitement égalitaire dans la diffusion de l'ensemble des titres. Cette loi, issue du Conseil national de la Résistance, avait pour but de protéger la liberté d'expression, concept semble-t-il relégué au statut de philosophie préhistorique à notre époque de rentabilité...

Presstalis est une coopérative qui permet à l'ensemble des titres et publications d'être distribués sur l'ensemble du territoire (30 000 points de vente) en mutualisant les coûts : les gros éditeurs payent une quote part plus forte que les petits, et les coûts de transport sont mutualisés (les différents journaux transportés dans le même camion).

Ce système comporte plusieurs niveaux (dit niveau 1 : le parking des imprimeries, niveau 2 : les centres « d'éclatement » et réassorts et niveau 3 : le vendeur final). Ainsi, la France dispose de l'un des systèmes logistiques des plus performants au monde.

Licenciements et sous-traitance

Mais pour les grands groupes de presse, dont le leitmotiv est le développement par le numérique, il est grand temps de simplifier le système et « d'adapter l'offre à la demande des lecteurs » dicit Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

La direction prévoit donc de licencier 1 250 salariéEs sur les 2 127 que compte l'entreprise – prêt de 60% – et de fusionner les niveaux 1 et 2, c'est-à-dire mettre des camions en sortie des imprimeries pour assurer une distribution vers les seuls points rentables, en passant par la sous-traitance (l'entreprise Géodis). Et sous-traiter, ça veut dire mettre la charge de travail dans des entreprises qui n'ont pas le même statut que Presstalis et désigner les ouvriers du Livre et leur statut comme responsables de la crise.

Bien entendu, on ne peut nier que les ventes de la presse quotidienne ou de nombreux magazines sont certainement moins importantes qu'il y a 20 ou 30 ans mais le déficit de Presstalis ne vient pas directement de la baisse des ventes mais de la fuite de gros éditeurs vers les MLP (Messagerie lyonnaises de presse, concurrent direct de Presstalis) qui récupère la charge de travail à moindre coût. Le syndicat du livre (SGLCE) se retrouve donc à la croisée des chemins. Le patronat de la presse souhaite lui faire jouer le rôle d'accompagnateur de plan social en mettant en place les critères d'un PSE qui doit se conclure avant la fin de l'année. Dans le même temps, le patronat cherche à mettre en place une mutualisation des coûts de transport entre MLP et Presstalis, affichant ainsi leur volonté de casse du syndicat du livre et des statuts des salariéEs de la presse. L'ironie veut que cette solution plus rentable fasse aussi partie de celles qu'avance le syndicat du livre.

Une question démocratique

La question de la démocratie et de la distribution de la presse est finalement au cœur du problème. Les plans marketing tendent vers le basculement sur des supports numériques, mais il se trouve que celui-ci n'est pas encore (à priori pour un certain temps) rentable et c'est le papier qui tire encore les titres. L'ultra-majorité des lecteurs le sont sur papier (90% environ pour la presse quotidienne nationale). Ce papier malheureusement risque de ne plus être disponible sur tout le territoire, des centaines de kiosques ayant déjà fermé ces dernières années.

Le combat des ouvriers du Livre est donc le combat de tous, combat pour faire vivre un système de péréquation démocratique issu des acquis de la libération, combat pour l'information qui n'est pas une marchandise comme les autres. Pour les ouvriers du Livre, c'est aussi comprendre qu'aucun secteur n'est protégé, les plans sociaux sont aujourd'hui aussi impitoyables que dans les autres secteurs de l'économie. C'est certainement dans la solidarité et le combat commun avec les dizaines de milliers de travailleurs, qui dans toutes les branches sont aujourd'hui menacés, que les ouvriers du Livre pourront faire reculer un patronat de combat déterminé à en découdre.

Erwan Bikou et Joël Anderson

IDENTITAIRES

'Opéra' fasciste à Orange

Parti politique, groupe extraparlamentaire, mouvement tourné vers l'action, ou encore « think tank » qui se consacre à l'élaboration d'idées... fascistes? Les avis ne sont pas unanimes, au sein de la mouvance « identitaire », concernant l'avenir de leurs structures et leurs champs d'intervention prioritaires. Le week-end dernier, ses militants étaient réunis en « convention identitaire » à Orange et ont tenté de trouver un compromis.

Un mode d'intervention de la mouvance identitaire consiste à attirer des secteurs de la jeunesse ayant soif d'action et fascinés par une utilisation adroite des technologies de communication. Le Bloc identitaire se sert habilement d'éléments d'une « contre-culture » d'extrême droite telle que musique, utilisation de vidéos, mise en scène (« moderne » par la forme) de mythes. L'un des mythes mis en avant est celui des guerriers de la bataille des Thermopyles : dans la Grèce antique, 300 soldats de Sparte se sacrifient pour combattre une « invasion », les Perses en surnombre... Le récit est ancien, la façon de le montrer sous forme de films et vidéos est nouvelle. Le clip-vidéo récemment publié par les Identitaires, montrant la « déclaration de guerre » d'une jeunesse – se décrivant comme victime du multiculturalisme, de la perte de valeurs, et de « l'irresponsabilité » de la génération « soixante-huitarde » précédente – a vite fait du « buzz » au-delà des frontières, en Europe.

Quelle stratégie ?

Lors de sa convention de 2009, le Bloc s'était officiellement érigé en parti politique. Or, son projet de présenter un candidat à l'élection présidentielle – Arnaud Gouillon, 25 ans, sympathisant du nationalisme serbe – se solda par un piètre échec. À Orange, le week-end dernier, les dirigeants identitaires ont proposé ainsi une autre stratégie. Restant avant tout un mouvement faisant de l'agitation pour « faire avancer des idées » – notamment celle du « nécessaire combat contre l'islamisation », récemment marquée par l'occupation d'un chantier de mosquée à Poitiers (en référence à Charles Martel), et contre « le racisme anti-blanc » –, les dirigeants du Bloc envisagent aussi un travail institutionnel au niveau de la politique locale. Philippe Vardon de Nice allant par exemple jusqu'à proposer des « alliances électorales » voire « une participation à des exécutifs municipaux » pour les élections municipales de mars 2014.

Avec le FN ?

Or, le principal partenaire convoité pour un tel projet est le Front national ou le « Rassemblement Bleu Marine » qui lui sert d'alliance électorale. Le même jour, dimanche 4 novembre, Marine Le Pen déclina l'offre sur BFM TV. Primo, elle déclare que le Bloc était avant tout « un parti d'agit-prop, d'activistes », donc moins sérieux à ses yeux que sa propre formation. Secundo, elle reproche aux Identitaires d'être « européistes et régionalistes », ce qui est vrai dans la mesure où ceux-ci prônent une défense de trois « identités » présentées comme imbriquées les unes dans les autres : locale, nationale et « civilisation européenne ». Or, pour le FN, la nation – seule – doit être au centre. Le fait qu'il ne soit pas arrimé au FN, ni un parti politique à part entière, laisse cependant, d'autres portes ouvertes au Bloc identitaire. Notamment dans la droite classique, où l'on considère le FN comme un parti rival, mais voit parfois – pour certains – d'un bon œil ses frères ennemis. Christian Vanneste, ancien député UMP notoirement homophobe, s'était déplacé jusqu'à Nice. Par ailleurs, entre 15 et 20 députés UMP ont déjà signé une pétition contre le droit de vote des immigrés, lancée par la mouvance identitaire.

Bertold du Ryon

NOTRE-DAME-DES-LANDES



Face aux expulsions, nous réoccuperons



Le 18 octobre à Notre-Dame-des-Landes : plus de 250 grenades lacrymogènes trouvées autour du lieu-dit « Sabot ». (DR)

Ceux-ci se sont attaqués petit à petit aux maisons et cabanes occupées, qu'ils ont détruites et emportées minutieusement pièce par pièce hors de la zone, pour ne rien laisser qui puisse servir aux 150 occupants. Ceux-ci ont résisté, barricadé, réoccupé. Ils sont toujours là, deux fois plus nombreux désormais, malgré le froid, la fatigue et les blessures.

Solidarité face à la répression

Cette attaque policière n'a pas tenu compte du sentiment de solidarité qui s'est développé ces derniers mois. La lutte contre l'aéroport s'est amplifiée ces dernières années. Elle a rassemblé parfois des dizaines de milliers de manifestants. Et la répression croissante a soudé les opposants.

Les premiers occupants de la ZAD, des précaires révolutionnaires, ont créé de multiples liens avec la population locale : avec les militants parce qu'ils s'engagent, avec les agriculteurs parce qu'ils cultivent pour vivre, avec les habitants parce qu'ils y habitent. Les solidarités locales, nationales voire internationales affluent pour soutenir les résistants : nourriture et fournitures pour survivre après les expulsions, manifestations et rassemblements dans toute la France, articles de presse et communiqués jusqu'aux USA.

Mobilisation contre l'«Ayraultport»

Ayrault, maire de Nantes pendant 23 ans et principal instigateur de ce projet imbécile, ruineux et ravageur pour l'environnement, voit se développer contre lui une unité croissante. Nous appelons avec tous les opposants à une grande manifestation de réoccupation de la ZAD le 17 novembre. Dès maintenant, organisons des départs collectifs pour le rendez-vous sur place à 11 heures. Faisons-le connaître, organisons des manifestations locales. Il s'agira de reconstruire

Depuis le 16 octobre, les habitantEs de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes subissent une répression policière de grande ampleur. Les 1 800 hectares de la ZAD ont été envahis par 1 200 policiers.

des lieux de vie pour remplacer ceux détruits par la répression, afin de faire de la ZAD un carrefour de la résistance. Commission écologie NPA 44 Toutes les informations auprès des comités NPA du Grand Ouest ou sur <http://zad.nadir.org>

samedi 17 novembre

Il croient pouvoir rassembler les murs et les cultures... ne lâchons rien!

Notre-dame des landes

Contre l'aéroport

MANIFESTATION de RÉOCCUPATION

11h depuis un village proche de la zad

Fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main!

A L'APPEL S'OCCUPONS LA COLLECTIF AUTORGES

infos et lieu de rendez-vous : zad.nadir.org

ZYED ET BOUNA **Ne rien lâcher = dignité**

Le 31 octobre, sept ans quasiment jour pour jour après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois, électrocutés après s'être réfugiés dans un transformateur EDF alors qu'ils étaient poursuivis sans raison par la police, la Cour de cassation a annulé le non-lieu envers les policiers.

Sept ans après, sept ans de procédures, de pétitions et de mobilisations pour faire reconnaître le simple fait qu'on peut mettre des policiers sur le banc des accusés. « Classiquement » le jour des faits, le président de l'époque Sarkozy avait affirmé que les policiers n'avaient fait aucune faute et laissé entendre que les jeunes avaient commis un

délit. Protection des policiers et calomnie envers les jeunes et envers leurs familles est la « procédure » habituelle. Les cités s'étaient embrasées pendant trois semaines et l'état d'urgence avait été instauré pour la première fois depuis la guerre d'Algérie. Le parquet général, qui dépend du ministère de la justice, avait recommandé de

confirmer le non-lieu malgré un enregistrement confirmant que les policiers savaient que les jeunes pouvaient mourir : « je ne donne pas cher de leur peau ». Après avoir été responsables de l'entrée de Zyed et Bouna dans le transformateur, les policiers n'ont rien fait pour couper le courant. On est encore loin d'une condamnation, alors que ces

dernières semaines plusieurs non-lieux ont été accordés scandaleusement aux policiers dans d'autres affaires. Mais une petite brèche est ouverte dans le mur de l'impunité policière. Elle démontre que la détermination des familles et des proches est la clef. Elle appelle nos organisations à développer le soutien actif à leurs côtés. Denis Godard

GRÈCE

Grève générale contre les nouvelles mesures

Quelle désastreuse leçon de choses sur le cannibalisme du capitalisme. Pour ceux qui croyaient que la bourgeoisie des patrons grecs, de l'UE et du FMI étaient sinon rassasiés, en tout cas conscients que la population de Grèce n'était plus en mesure de répondre à ses féroces appétits, l'acharnement de la troïka est un cruel démenti. Pas question que la population échappe à de nouvelles attaques : retraites à 67 ans, programme démentiel de privatisations des biens publics, nouvelles réductions des retraites, refus des conventions collectives, tarifs de l'électricité en hausse de 30%, etc. Tout cela sous menace de ne pas procéder au versement des 31,7 milliards de prêt attendus par le gouvernement... et surtout par les banques!

Le cynisme monte d'un ton, si cela était possible. Certains dirigeants européens envisagent très sérieusement de prendre certaines mesures gouvernementales... à la place du gouvernement grec, ce que certains membres approuvent à leur manière en souhaitant ouvertement un front de la droite et du PASOK rangé sous le label de l'union européenne! On reviendra bien sûr sur cette décomposition du système politique bourgeois, le suspense sur le vote ou pas des mesures anti-ouvrières par l'ensemble des députés de la troïka interne relève d'ailleurs de la bouffonnerie.

Face à cela, la gauche grecque n'offre aujourd'hui pas de réponse crédible et cela nourrit un espace pour le nationalisme et les petites frappes nazies.

En attendant, c'est donc sur le terrain syndical, restant nationalement encadré par la bureaucratie de la confédération GSEE et de la fédération du public ADEDY, que les mobilisations ont lieu, avec toujours le même enjeu : arriver à développer une coordination auto-organisée qui donne une suite immédiate aux deux journées de grève nationale appelées pour le 6 et le 7 novembre à l'occasion du vote des mesures au Parlement.

A. Sartzekis



GRÈVE DES INTERNES

Une colère juste, mais dévoyée

À partir du 12 novembre, les internes en médecine sont appelés à une grève illimitée par l'Intersyndicale nationale des internes des hôpitaux (ISNIH), qui représente seulement une minorité d'internes (les spécialistes).

À la base de ce mouvement, un mécontentement justifié sur les conditions de travail, l'absence de respect de leur repos de sécurité et la durée de temps de travail (85% des internes travaillent plus de leurs 48 heures réglementaires et la moyenne est de 60 heures par semaine).

Les internes sont, à l'hôpital, du personnel taillable et corvéable à merci, avec des durées de garde inacceptables, pouvant représenter un risque pour la qualité et la sécurité des soins et contradictoires avec un bon déroulement de la formation qui devrait pourtant être leur priorité.

Mais ces exigences légitimes sont totalement dévoyées vers les revendications sur la « liberté tarifaire » (les dépassements d'honoraires) et la « liberté d'installation » qui aboutit à ce que le nombre de médecins en région PACA

soit le double de celui de la Picardie. Ces revendications sont en contradiction avec les exigences d'une médecine au service des patients : des soins intégralement remboursés à tous et une répartition des médecins sur le territoire permettant à tous un égal accès aux soins. La collusion avec la grève, le même jour, du syndicat ultra-réactionnaire des chirurgiens « le Bloc » et du groupe des « médecins pigeons » ne peut que jeter davantage le discrédit sur ce mouvement.

Correspondant

NETTOYAGE **Victoire pour les grévistes de TFN**

Après une semaine de grève, avec l'appui de la section de Paris de la CGT des Finances publiques, de la CFDT et de Solidaires, les salariés travaillant rue de Londres ont signé le 31 octobre un protocole d'accord avec la direction régionale de TFN, filiale du groupe Atalian, 55 000 salariés. Ils obtiennent, notamment, le passage de 4 salariés à 3 heures de travail par jour (actuellement à 2 h 30), la reconnaissance de la qualification de chef d'équipe à une salariée, le passage en CDI d'une autre. TFN ne paye pas les 5 jours de grève mais verse une prime d'un montant équivalent à 5 jours de travail. TFN a obtenu les marchés de nettoyage

d'administrations via le service d'achat de l'État et de collectivités locales de la région parisienne, via la centrale d'achat UGAP, établissement public, tandis qu'ONET l'emportait en province. Dans le cadre de procédures opaques, ces services appliquent la politique dite de « massification » des commandes publiques décidée par Sarkozy et évincent les PME. TFN casse les prix pour emporter les marchés et augmente les cadences pour assurer sa marge commerciale au dépend de ses salariés et de la qualité des prestations. Baisse du temps de travail, non-respect du code du travail, prestations payées et non effectuées sont monnaie courante. Cette lutte met à l'ordre du jour le retour

en régie ou la création de régie publique pour les prestations de nettoyage. C'est ce que propose la FSU de la Mairie de Paris qui a enquêté sur les conséquences de la convention passée par la Ville de Paris avec l'UGAP en 2011 et montre la supériorité sur le plan social et environnemental du travail sur les sites restés en régie. Un projet qui nécessite une intervention déterminée, aux côtés des salariés du nettoyage, des organisations syndicales et des personnels des administrations concernées, pour contrôler les prestations, faire respecter le code du travail et promouvoir le mieux disant social du travail en régie.

Correspondant

SOUSCRIPTION 2012 **« RAS L'BOL » DE PAYER ?** **ALORS DONNEZ !**

Vous n'êtes pas militant d'un parti ? Simplement syndiqué ou membre d'une association peut-être ? Ou vous avez juste des convictions ? Par ailleurs, l'une de vos collègues est militante au NPA et vous faites front face au patron avec elle ? L'un de vos proches est militant au NPA et vous parlez politique avec lui sans que le sapin brûle à Noël ? Votre ex petite-ami est militant au NPA et c'est bien la seule qualité que vous daignez encore lui reconnaître ? Quelle que soit votre situation, vous pouvez donner au NPA ! Pourquoi ?

D'abord parce que faire un don au NPA, ce n'est pas adhérer au NPA ; ce n'est pas devenir militant du NPA ; c'est considérer que notre parti tient une place et articule un discours nécessaire dans le champ social et politique. C'est considérer que notre action est indispensable pour favoriser, relayer, populariser, organiser les luttes de tous ceux et celles qui refusent la société capitaliste ; mais aussi proposer un projet, un programme, une perspective politique. Ce n'est pas considérer que le NPA est à lui seul la réponse mais qu'il est une composante de l'équation sociale et politique actuelle. Le NPA ne fera pas tout seul. Mais l'on ne fera pas sans lui.

On a toujours raison de se révolter... mais pas contre n'importe quoi. « Ras l'bol » du « sens » donné aux budgets d'austérité ? De la destruction annoncée du droit du travail et de la Sécurité sociale dans le « dialogue social » ? Des expulsions de Roms ? De la silencieuse complicité dans la stigmatisation des musulmans ? Des phrases délayées sur la « refondation » de l'école ? Des avocats de province balzaciens qui tonnent contre Mittal un jour, et lui serrent la pince le lendemain ? Des promesses pliées sur le droit de vote des étrangers ?

Alors donnez... et plus si affinités !

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.org

Netanyahu n'est pas le bienvenu !



À Paris comme dans d'autres villes de France (Toulouse, Montpellier), plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite du Premier ministre israélien et pour la défense du peuple palestinien.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®